

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Tremblay , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date _____

2016-05-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la VILLE DE LORRAINE et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE LORRAINE et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE LORRAINE inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA
Blainville

DATE 2016-05-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	13 168 098	13 327 817	13 397 406			13 397 406
Compensations tenant lieu de taxes	2	154 045	127 000	130 520			130 520
Quotes-parts	3					2 983 062	
Transferts	4	246 816	224 499	304 228		450 553	754 781
Services rendus	5	254 677	268 860	281 364		492 992	774 356
Imposition de droits	6	863 218	632 975	742 857			742 857
Amendes et pénalités	7	38 672	44 500	45 385		452 464	497 849
Intérêts	8	132 990	125 000	141 333		8 862	150 195
Autres revenus	9	2 503 088		113 974		11 463	125 437
	10	17 361 604	14 750 651	15 157 067		4 399 396	16 573 401
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					3 069	3 069
Transferts	13	1 767 739		565 000		8 430	573 430
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	114 531					
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 882 270		565 000		11 499	576 499
	18	19 243 874	14 750 651	15 722 067		4 410 895	17 149 900
Charges							
Administration générale	19	2 501 074	2 652 550	2 676 581	129 457		2 806 038
Sécurité publique	20	2 571 371	2 669 773	2 685 108	17 227	2 770 908	3 283 887
Transport	21	1 547 340	1 726 346	1 547 811	732 525	1 327 866	3 341 570
Hygiène du milieu	22	2 548 934	2 540 274	2 520 528	396 264	649 562	3 039 280
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	423 483	487 592	517 849	153 132		670 981
Loisirs et culture	25	2 478 457	2 563 443	2 621 109	343 022		2 964 131
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	610 701	663 123	655 677		98 179	753 856
Amortissement des immobilisations	28	1 769 883	1 723 386	1 771 627	(1 771 627)		
	29	14 451 243	15 026 487	14 996 290		4 846 515	16 859 743
Excédent (déficit) de l'exercice	30	4 792 631	(275 836)	725 777		(435 620)	290 157

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 792 631	(275 836)	725 777	(435 620)		290 157	
Moins: revenus d'investissement	2	(1 882 270)	()	(565 000)	(11 499)	()	(576 499)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 910 361	(275 836)	160 777	(447 119)		(286 342)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	1 769 883	1 723 386	1 771 627	260 646		2 032 273	
Produit de cession	5	2 400 000		600	164		764	
(Gain) perte sur cession	6	(2 400 000)		(600)	(164)		(764)	
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	1 769 883	1 723 386	1 771 627	260 646		2 032 273	
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	34 483						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	8 133		23 114	1 142		24 256	
	15	42 616		23 114	1 142		24 256	
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	202 275		10 801			10 801	
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 514 624)	(1 687 457)	(1 687 457)	(63 314)	()	(1 750 771)	
	18	(1 312 349)	(1 687 457)	(1 676 656)	(63 314)		(1 739 970)	
Affectations								
Activités d'investissement	19	(192 785)	(36 369)	(119 192)	(40 596)	()	(159 788)	
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		79 126		47 924		47 924	
Excédent de fonctionnement affecté	21			84 629	146 110		230 739	
Réserves financières et fonds réservés	22	(281 794)	197 150	55 846	213 600		269 446	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 161)		(2 281)	(10 231)		(12 512)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(475 740)	239 907	19 002	356 807		375 809	
	26	24 410	275 836	137 087	555 281		692 368	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 934 771		297 864	108 162		406 026	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 882 270			565 000	11 499	576 499
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(39 337)	(3 100 200)	(1 448 758)	(12 634)	(1 461 392)	
Sécurité publique	3	()	()	()	(70 099)	(70 099)	
Transport	4	(1 796 675)	(371 000)	(535 740)	(12 053)	(547 793)	
Hygiène du milieu	5	(996 509)	(1 828 000)	(318 025)	()	(318 025)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(276 805)	(16 000)	(1 299 824)	()	(1 299 824)	
Loisirs et culture	8	(149 824)	()	(308 372)	()	(308 372)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	
	10	(3 259 150)	(5 315 200)	(3 910 719)	(94 786)	(4 005 505)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(22 990)	()	(26 369)	(1 462)	(27 831)	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 181 457		737 199	104 775	841 974	
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	192 785	36 369	119 192	40 596	159 788	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15			813 130		813 130	
Excédent de fonctionnement affecté	16	82 059		1 128 753		1 128 753	
Réserves financières et fonds réservés	17	12 950		83 638		83 638	
	18	287 794	36 369	2 144 713	40 596	2 185 309	
	19	2 187 111	(5 278 831)	(1 055 176)	49 123	(1 006 053)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	4 069 381	(5 278 831)	(490 176)	60 622	(429 554)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 792 631	(275 836)	725 777	(435 620)	290 157		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(3 259 150)	(5 315 200)	(3 910 719)	(94 786)	(4 005 505)		
Produit de cession	3	2 400 000		600	164	764		
Amortissement	4	1 769 883	1 723 386	1 771 627	260 646	2 032 273		
(Gain) perte sur cession	5	(2 400 000)		(600)	(164)	(764)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(1 489 267)	(3 591 814)	(2 139 092)	165 860	(1 973 232)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	333		3 477		3 477		
Variation des autres actifs non financiers	10	61 096		79 277	101 638	180 915		
	11	61 429		82 754	101 638	184 392		
	12	3 364 793	(3 867 650)	(1 330 561)	(168 122)	(1 498 683)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 364 793	(3 867 650)	(1 330 561)	(168 122)	(1 498 683)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(17 613 015)		(14 247 716)	143 486	(14 104 230)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	506			(3 958)	(3 958)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(17 612 509)		(14 247 716)	139 528	(14 108 188)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(14 247 716)		(15 578 277)	(28 594)	(15 606 871)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	6 835 310	3 913 266	922 249	4 835 515
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	4 437 278	4 853 953	1 707 863	6 447 993
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5	89 960	93 215	141 442	234 657
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	11 362 548	8 860 434	2 771 554	11 518 165
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			58 850	58 850
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 919 214	1 677 654	728 918	2 292 749
Revenus reportés (note 12)	13	243 391	245 105	13 367	258 472
Dette à long terme (note 13)	14	23 447 659	22 515 952	1 702 013	24 217 965
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			297 000	297 000
	16	25 610 264	24 438 711	2 800 148	27 125 036
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(14 247 716)	(15 578 277)	(28 594)	(15 606 871)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	40 840 875	42 979 966	3 792 294	46 772 260
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	9 497	6 020		6 020
Autres actifs non financiers (note 17)	21	124 326	45 049	34 161	79 210
	22	40 974 698	43 031 035	3 826 455	46 857 490
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 903 892	1 588 913	495 687	2 084 600
Excédent de fonctionnement affecté	24	2 933 405	1 520 897	129 241	1 650 138
Réserves financières et fonds réservés	25	1 532 087	1 691 596	287	1 691 883
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(467 455)	(430 766)	(224 379)	(655 145)
Financement des investissements en cours	27	1 181 105	390 775	16 338	407 113
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	19 643 948	22 691 343	3 380 687	26 072 030
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	26 726 982	27 452 758	3 797 861	31 250 619

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 792 631	725 777	(435 620)	290 157
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 769 883	1 771 627	260 646	2 032 273
Autres					
- Gain sur cession	3	(2 400 000)	(600)	(164)	(764)
- Écart de consolidation	4			(47 542)	(47 542)
	5	4 162 514	2 496 804	(222 680)	2 274 124
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(300 444)	(416 675)	508 198	91 523
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(561 140)	(241 560)	86 731	(154 829)
Revenus reportés	9	(273 539)	1 714	4 865	6 579
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(6 625)	(6 625)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	333	3 477		3 477
Autres actifs non financiers	13	61 096	79 277	101 638	180 915
	14	3 088 820	1 923 037	472 127	2 395 164
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	3 259 150 ) (	3 910 719 ) (	94 786 ) (	4 005 505)
Produit de cession	16	2 400 000	600	164	764
	17	(859 150)	(3 910 119)	(94 622)	(4 004 741)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	22 990 ) (	26 369 ) (	1 462 ) (	27 831)
Remboursement ou cession	19	34 483		33 000	33 000
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21	8 133	23 114	1 142	24 256
Variation nette des placements temporaires	22			212 801	212 801
	23	19 626	(3 255)	245 481	242 226
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	9 096 426	1 117 200	361 735	1 478 935
Remboursement de la dette à long terme	25 (	3 059 599 ) (	2 099 800 ) (	585 459 ) (	2 685 259)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 500 798)		3 300	3 300
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(182 389)	50 893	773	51 666
Autres					
-	28				
-	29				
	30	3 353 640	(931 707)	(219 651)	(1 151 358)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	5 602 936	(2 922 044)	403 335	(2 518 709)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 232 374	6 835 310	518 914	7 354 224
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	6 835 310	3 913 266	922 249	4 835 515

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	2 995 169	3 067 086	3 005 000	1 879 075	4 884 075
Charges sociales	2	608 647	664 400	664 627	528 832	1 193 459
Biens et services	3	4 008 481	4 201 078	4 361 350	2 027 130	6 388 480
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	578 111	651 123	645 371	9 098	654 469
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				33 158	33 158
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	32 590	12 000	10 306	55 923	66 229
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	4 276 969	4 515 212	4 349 833		1 366 771
Autres	10	11 017				
Autres organismes	11	170 376	192 202	188 176	12 745	200 921
Amortissement des immobilisations	12	1 769 883	1 723 386	1 771 627	260 646	2 032 273
Autres						
- créances douteuses	13				39 670	39 670
- Autres	14				238	238
-	15					
	16	14 451 243	15 026 487	14 996 290	4 846 515	16 859 743

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	13 327 817	13 397 406	13 168 098
Compensations tenant lieu de taxes	2	127 000	130 520	154 045
Quotes-parts	3		3 069	5 789
Transferts	4	688 232	1 328 211	2 481 364
Services rendus	5	760 444	774 356	716 869
Imposition de droits	6	632 975	742 857	863 218
Amendes et pénalités	7	507 000	497 849	494 508
Intérêts	8	132 500	150 195	144 895
Autres revenus	9	125	125 437	2 624 187
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	16 176 093	17 149 900	20 652 973
Charges				
Administration générale	12	2 767 353	2 806 038	2 618 786
Sécurité publique	13	3 357 382	3 283 887	3 066 287
Transport	14	3 246 636	3 341 570	3 146 842
Hygiène du milieu	15	3 009 007	3 039 280	2 996 552
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	634 889	670 981	571 708
Loisirs et culture	18	2 909 179	2 964 131	2 826 586
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	783 587	753 856	737 007
	21	16 708 033	16 859 743	15 963 768
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(531 940)	290 157	4 689 205
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		30 995 983	26 376 122
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(35 521)	(69 344)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		30 960 462	26 306 778
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		31 250 619	30 995 983

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalisations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(531 940)	290 157	4 689 205
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	5 426 129 ) (	4 005 505 ) (	3 375 107)
Produit de cession	3		764	2 401 114
Amortissement	4	1 992 665	2 032 273	2 023 486
(Gain) perte sur cession	5		(764)	(2 401 114)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(3 433 464)	(1 973 232)	(1 351 621)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		3 477	333
Variation des autres actifs non financiers	10		180 915	(65 305)
	11		184 392	(64 972)
	12	(3 965 404)	(1 498 683)	3 272 612
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 965 404)	(1 498 683)	3 272 612
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(14 104 230)	(17 371 355)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(3 958)	(5 487)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(14 108 188)	(17 376 842)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(15 606 871)	(14 104 230)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 835 515	7 354 224
Placements temporaires	2		212 801
Débiteurs (note 5)	3	6 447 993	6 579 565
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	234 657	267 831
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	11 518 165	14 414 421
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	58 850	56 762
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 292 749	2 484 641
Revenus reportés (note 12)	13	258 472	252 048
Dette à long terme (note 13)	14	24 217 965	25 419 146
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	297 000	306 054
	16	27 125 036	28 518 651
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(15 606 871)	(14 104 230)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	46 772 260	44 829 412
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	6 020	9 497
Autres actifs non financiers (note 17)	21	79 210	261 304
	22	46 857 490	45 100 213
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	31 250 619	30 995 983

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	290 157		4 689 205
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	2 032 273		2 023 486
Autres				
- Gain sur disposition	3	(764)		(2 401 300)
- Écart de consolidation	4	(47 542)		(101 501)
	5	2 274 124		4 209 890
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	91 523		(197 190)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	(154 829)		(516 909)
Revenus reportés	9	6 579		(286 324)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(6 625)		12 096
Propriétés destinées à la revente	11			
Stocks de fournitures	12	3 477		333
Autres actifs non financiers	13	180 915		(65 305)
	14	2 395 164		3 156 591
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(4 005 505 )	(	3 375 107)
Produit de cession	16	764		2 401 114
	17	(4 004 741)		(973 993)
Activités de placement				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	(27 831 )	(	24 073)
Remboursement ou cession	19	33 000		35 347
Autres placements de portefeuille				
Acquisition	20		(
Cession	21	24 256		8 943
Variation nette des placements temporaires	22	212 801		(2 241)
	23	242 226		17 976
Activités de financement (note 23)				
Émission de dettes à long terme	24	1 478 935		9 143 087
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 685 259 )	(	3 385 771)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 300		(2 444 036)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	51 666		(178 370)
Autres				
- Autres	28			
-	29			
	30	(1 151 358)		3 134 910
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(2 518 709)		5 335 484
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	7 354 224		2 018 740
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	4 835 515		7 354 224

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lorraine est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et Villes (LRQ, c C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville de Lorraine. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une régie intermunicipale en vertu des normes comptables canadiennes du secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode de consolidation proportionnelle ligne par ligne. Le périmètre comptable de la Ville de Lorraine comprend les régies intermunicipales suivantes :

- La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est consolidée à un taux de 12,50 % pour les résultats et à un taux de 12,50 % pour l'état de la situation financière;
- La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine est consolidée à un taux de 36,10 % pour les résultats et à un taux de 41,34 % pour l'état de la situation financière.

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville de Lorraine dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les organismes publics de transport en commun sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode de consolidation proportionnelle ligne par ligne. La Ville de Lorraine participe aux partenariats suivants :

- Le Conseil intermunicipal de transport Laurentides est consolidé à un taux de 2,67 % pour les résultats et à un taux de 2,75 % pour l'état de la situation financière.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé des quotes-parts et des sommes pour l'achat de services en vertu d'ententes à des organismes municipaux et supramunicipaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Montant (\$)	Consolidé (O/N)
M.R.C DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	95 396 \$	N
C.I.T. (TRANSPORT EN COMMUN)	373 028 \$	O
VILLE DE ROSEMÈRE (EAU)	553 885 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (INCENDIE)	400 000 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (D.D.D.)	80 105 \$	N
RÉGIE INTERMUNICIPALE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE ROSEMÈRE ET DE LORRAINE	528 170 \$	O
RÉGIE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	2 189 356 \$	O

De plus, elle est solidairement et conjointement responsable de la dette de la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine pour un montant de 452 382 \$ et de la dette de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville pour un montant de 119 812 \$.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme Ville de Lorraine, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

La Ville utilise la méthode de la comptabilisation d'exercice. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brut et tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt des ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluation;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux titres;

- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'il sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans le rapport financier.

Autre actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées indiquées ci-dessous :

<i>Infrastructures</i>	<i>Variant de 15 à 40 ans</i>
<i>Bâtiments</i>	<i>40 ans</i>
<i>Véhicules</i>	<i>Variant de 5 à 15 ans</i>
<i>Ameublement et équipements de bureau</i>	<i>Variant de 4 à 10 ans</i>
<i>Machinerie, outillages et équipements</i>	<i>Variant de 4,5,10 à 20 ans</i>
<i>Équipement informatique</i>	<i>4 ans</i>
<i>Améliorations locatives</i>	<i>Variant de 4 à 10 ans</i>
<i>Poste de commandement</i>	<i>15 ans</i>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Avantages sociaux futurs :

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Pour les nouvelles mesures d'allègement consenties par le MAMOT selon lesquelles la portion d'intérêts ainsi que celle d'amortissement reliés aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2009 pouvaient être affectées dans une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Les dépenses ainsi transférées à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amorties sur une période maximale correspondant au DERMCA (18 ans) soit au 31 décembre 2026. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Continuité d'exploitation

Le conseil intermunicipal de transport Laurentides, nous mentionne qu'au cours de l'exercice, dans le but d'améliorer les services aux usagers, le ministre des Transports a déposé un projet de loi comptant abolir l'agence métropolitaine de transport (AMT) et les conseils intermunicipaux (CIT) pour former deux nouvelles entités. De ce projet de loi, verrons le jour, l'autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui s'occupera de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

planification, d'organisation et de financement et le réseau de transport métropolitain (RTM) qui s'occupera d'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires pour les couronnes nord et sud. Les deux nouvelles structures seraient sous l'autorité de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur le rapport financier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		853
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		174 220

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 366 664	1 271 055
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 161 390	4 316 632
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	71 157	79 155
Organismes municipaux	8	20 630	76 585
Autres			
- Comptes clients et mutations	9	631 504	594 239
- Amendes et intérêts	10	196 648	241 899
	11	6 447 993	6 579 565

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 204 895	3 571 735
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	3 204 895	3 571 735

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	83 873	20 499
---	----	--------	--------

Note

La provision pour créances douteuses est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la façon suivante :

- 1^{ère} et 2^e année : 10 %
- 3^e année : 40 %
- 4^e année : 70 %
- 5^e année : 90 %
- 6^e année et les suivantes : 100 %

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	97 157	93 611
Autres placements	23	137 500	174 220
	24	234 657	267 831

Note

La Ville de Lorraine et la Régie de police font parties d'une entente de regroupement d'assurance comprenant entre autres les villes et certaines régies des MRC de Mirabel et de Thérèse-De-Blainville. Les membres participant bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.

La quote-part de franchise collective versée annuellement par un membre constitue une somme placée en fidéicommiss et représente un placement à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(297 000)	(306 054)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(297 000)</u>	<u>(306 054)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	286 375	300 375
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	171 953	152 578
Régimes de retraite des élus municipaux	32	59 917	61 927
	33	<u>518 245</u>	<u>514 880</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires			
Le conseil intermunicipal de transport Laurentides dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum de 4 250 000 \$, renouvelable en septembre 2018. Tout emprunt bancaire relatif à cette marge de crédit, portant intérêts au taux préférentiel, est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2015, le solde de la marge de crédit est de 2 140 000 \$.			

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	525 047	652 716
Salaires et avantages sociaux	38	719 729	740 086
Dépôts et retenues de garantie	39	460 483	369 493
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Autre courus	43	93 143	17 112
- Gouv. du QC et entreprises	44	3 733	136 123
- Gouv du Canada	45	335	1 606
- Organismes municipaux	46	346 708	412 524
- Intérêts dette à L.T.	47	143 571	154 981
	48	<u>2 292 749</u>	<u>2 484 641</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	220 457	217 735
Transferts	50	9 742	3 198
Autres			
- Rev. loisirs différés	51	21 360	31 115
- autres	52	6 913	
	53	258 472	252 048

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,25	2016	2022	54	24 418 704	25 671 555
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	24 418 704	25 671 555
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(200 739)	(252 409)
					64	24 217 965	25 419 146

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	5 056 101	81	90	98	5 056 101
2017	66	74	2 563 362	82	91	99	2 563 362
2018	67	75	7 991 588	83	92	100	7 991 588
2019	68	76	7 814 985	84	93	101	7 814 985
2020	69	77	945 706	85	94	102	945 706
2021 et +	70	78	46 962	86	95	103	46 962
	71	79	24 418 704	87	96	104	24 418 704
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	24 418 704	89	97	106	24 418 704

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(15 606 871)	(14 104 230)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(15 606 871)	(14 104 230)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111		139		166		193	
Eaux usées	112	872 558	140		167		194	872 558
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	25 800 038	141	381 008	168		195	26 181 046
Autres	114	32 494 002	142	607 148	169		196	33 101 150
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	9 746 587	144	1 500 278	171		198	11 246 865
Améliorations locatives	117	81 422	145	4 741	172	21 696	199	64 467
Véhicules	118	880 849	146	113 779	173	52 897	200	941 731
Ameublement et équipement de bureau	119	2 110 103	147	48 730	174	90 060	201	2 068 773
Machinerie, outillage et équipement divers	120	2 537 740	148	70 608	175	(54 986)	202	2 663 334
Terrains	121	2 060 760	149	1 327 900	176		203	3 388 660
Autres	122	233 082	150	10 724	177	206 377	204	37 429
	123	<u>76 817 141</u>	151	<u>4 064 916</u>	178	<u>316 044</u>	205	<u>80 566 013</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 824 342</u>	152	<u>(59 411)</u>	179	<u>355</u>	206	<u>1 764 576</u>
	125	<u>78 641 483</u>	153	<u>4 005 505</u>	180	<u>316 399</u>	207	<u>82 330 589</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181		208	
Eaux usées	127	316 335	155	19 049	182	(2 764)	209	338 148
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	8 003 837	156	591 482	183		210	8 595 319
Autres	129	17 262 211	157	867 859	184		211	18 130 070
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	3 920 635	159	250 391	186	(12 278)	213	4 183 304
Améliorations locatives	132	43 480	160	7 182	187	21 303	214	29 359
Véhicules	133	517 733	161	78 526	188	52 393	215	543 866
Ameublement et équipement de bureau	134	1 812 161	162	80 925	189	61 521	216	1 831 565
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 720 020	163	127 503	190	(35 669)	217	1 883 192
Autres	136	215 659	164	9 356	191	201 509	218	23 506
	137	<u>33 812 071</u>	165	<u>2 032 273</u>	192	<u>286 015</u>	219	<u>35 558 329</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>44 829 412</u>					220	<u>46 772 260</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	52 680	235 278
Frais reportés			
-	238	26 530	26 026
-	239		
	240	79 210	261 304

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville et les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable se sont engagés pour les années futures pour une somme globale de 26 534 982 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et les organismes contrôlés devront prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2016	-	7 266 777 \$
2017	-	5 105 225 \$
2018	-	4 958 432 \$
2019	-	1 973 437 \$
2020	-	4 033 885 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

s/o

b) Auto-assurance

Au cours de l'exercice 2003, la Ville a adhéré au fonds de garantie du Regroupement Thérèse-De Blainville pour l'achat en commun d'assurances de dommages. Pour l'exercice 2015, la Ville a déboursé une quote-part de 26 369 \$.

Suite à la fermeture des Fonds de garantie 2006-2007 et 2007-2008, la Ville de Lorraine a reçu un remboursement de quote-part au montant de 34 483,28 \$ en 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

c) Poursuites

Des procédures judiciaires ont été entreprises contre la Ville de Lorraine pour 716 000 \$. Parallèlement à ce dossier, la Ville de Lorraine poursuit elle-même Asphalté Desjardins pour 6 900 000 \$ afin de se faire rembourser les coûts de démolition et de reconstruction du talus anti-bruit. De plus, la Ville fait l'objet de diverses poursuites, réclamations et causes d'expropriation pour des montants totaux de 17 975 000 \$ dont il est impossible d'en déterminer le dénouement.

d) Autres

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville
Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comporte une comparaison des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	4 835 515	7 354 224
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		212 801
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
- Placements temporaires	248	()	(212 801)
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	4 835 515	7 354 224

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255	369 200	1 604 474
-----	---------	-----------

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 084 600	2 470 149
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 650 138	3 082 322
Réserves financières et fonds réservés	3 1 691 883	1 757 177
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (655 145) (704 204)	
Financement des investissements en cours	5 407 113	1 136 467
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 26 072 030	23 254 072
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 31 250 619	30 995 983
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 1 588 913	1 903 892
Organismes contrôlés	10 495 687	566 257
	11 2 084 600	2 470 149
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	12	
-	13	
-	14	
- Affectation budget et projets	15 1 520 897	2 933 405
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 520 897	2 933 405
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
- RIPT	23 129 241	148 917
-	24	
	25 129 241	148 917
	26 1 650 138	3 082 322
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- RIPT	27 287	224 800
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 287	224 800
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 422 139	500 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34 2 414	8 194
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 911 538	783 928
Financement des activités de fonctionnement	38 199 978	240 255
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- CIT	41 155 527	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 691 596	1 532 377
	46 1 691 883	1 757 177

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 (11 210) ()	(16 189)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (102 625) ()	(103 446)
Autres	52 (114 125) ()	(122 976)
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (227 960) ()	(242 611)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (427 185) ()	(461 593)
	64 (655 145) ()	(704 204)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 512 328	1 233 362
Investissements à financer	66 (105 215) ()	(96 895)
	67 407 113	1 136 467
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 46 772 260	44 829 412
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 97 157	93 611
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 46 869 417	44 923 023
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 24 217 965	25 419 146
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 200 739	252 409
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (3 204 895) ()	(3 571 735)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (427 186) ()	(431 325)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (10 308) ()	()
	79 20 796 931	21 668 495
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 456	456
	81 20 797 387	21 668 951
	82 26 072 030	23 254 072

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (306 054)	(294 054)
Charge de l'exercice	5 (286 375)	(300 375)
Cotisations versées par l'employeur	6 295 429	288 375
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(297 000)</u>	<u>(306 054)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 7 120 375	6 367 284
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>7 760 750</u>)	(<u>7 381 962</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (640 375)	(1 014 678)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>343 375</u>	<u>708 624</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (297 000)	(306 054)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(297 000)</u>	<u>(306 054)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>7 120 375</u>	<u>6 367 284</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>7 760 750</u>)	(<u>7 381 962</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>640 375</u>)	(<u>1 014 678</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 323 125	301 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>1 000</u>	<u>(368 000)</u>
Cotisations salariales des employés	21 <u>324 125</u>	<u>(66 500)</u>
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (148 000)	(132 375)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 <u>176 125</u>	<u>(198 875)</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 54 750	64 125
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 1 000	368 000
Variation de la provision pour moins-value	27	28
Autres	29	30
-	31	32
-	33	34
Charge de l'exercice excluant les intérêts	35 <u>231 875</u>	<u>233 250</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	36 <u>422 375</u>	<u>382 625</u>
Rendement espéré des actifs	37 (<u>367 875</u>)	(<u>315 500</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	38 <u>54 500</u>	<u>67 125</u>
Charge de l'exercice	39 <u>286 375</u>	<u>300 375</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 643 000	745 625
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (367 875)	(315 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 275 125	430 125
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 28 750	(260 374)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 278 375	250 875
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 7 120 375	6 367 284
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>171 953</u>	<u>152 578</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 6 7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>11 722</u>	<u>12 259</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	39 716	43 186
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>20 201</u>	<u>18 741</u>
100	<u>59 917</u>	<u>61 927</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	22 515 952
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	105 213
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	674 025
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	1 917 182
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	495 994
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	19 533 964
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	572 194
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	20 106 158
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	68 842
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	20 175 000
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	20 175 000
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	8 330 902	8 390 652	8 390 652	8 749 894
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	1 671 775	1 673 949	1 673 949	1 775 073
Activités de fonctionnement	3	630 890	634 136	634 136	
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres					
	8				
	9	10 633 567	10 698 737	10 698 737	10 524 967
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	825 000	794 826	794 826	809 518
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	723 000	716 986	716 986	716 389
Matières résiduelles	13	716 000	725 989	725 989	724 795
Autres					
-Forêt du Grand Coteau	14	102 400	98 395	98 395	
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		32 917	32 917	33 224
Service de la dette	18	327 850	329 556	329 556	359 205
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 694 250	2 698 669	2 698 669	2 643 131
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 694 250	2 698 669	2 698 669	2 643 131
	26	13 327 817	13 397 406	13 397 406	13 168 098

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	98 709	115 850	121 811
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	28 291	14 670	32 234
	35	127 000	130 520	154 045
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	127 000	130 520	154 045
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	127 000	130 520	154 045

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53		2 615	2 444
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	24 107	38 459	24 616
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		336 897	331 875
Transport adapté	61		37 760	32 988
Transport scolaire	62			
Autres	63		35 684	24 259
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68		34 885	56 232
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	80 000	84 565	85 826
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			95 154
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			4 853
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	2 020	1 725	2 175
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	33 372	38 655	34 192
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	139 499	163 404	694 614

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		8 430	16 345
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			1 767 739
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	565 000	565 000	
Réseau d'électricité	128			
	129	565 000	573 430	1 784 084

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	85 000	140 824	140 824
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		2 712	2 666
	138	85 000	140 824	143 536
TOTAL DES TRANSFERTS	139	224 499	869 228	1 328 211
				2 481 364

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144		72 724	14 007
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		72 724	14 007
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181		72 724	14 007

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	30 250	244	12 198	11 283
Sécurité publique	183	44 700	45 680	70 376	113 923
Transport					
Réseau routier	184				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			341 467	328 151
Transport adapté	186			20 254	17 967
Transport scolaire	187				
Autres	188			21 897	19 472
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	12 600	35 149	35 149	18 382
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192				
Loisirs et culture	193	181 310	200 291	200 291	193 684
Réseau d'électricité	194				
	195	268 860	281 364	701 632	702 862
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	268 860	281 364	774 356	716 869
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	32 975	32 750	32 750	42 446
Droits de mutation immobilière	198	600 000	710 107	710 107	820 772
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	632 975	742 857	742 857	863 218
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	44 500	45 385	497 849	494 508
INTÉRÊTS	203	125 000	141 333	150 195	144 895
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		600	764	2 401 114
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207		8 698	8 698	114 531
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210				
Autres	211		104 676	115 975	108 542
	212		113 974	125 437	2 624 187

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	452 826	461 967	36 114	498 081	498 081	492 459
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	610 256	593 323	65 031	658 354	658 354	658 119
Greffe	4	251 468	252 960	5 083	258 043	258 043	277 641
Évaluation	5	88 340	232 671		232 671	232 671	81 531
Gestion du personnel	6	104 700	28 958		28 958	28 958	106 018
Autres	7	1 144 960	1 106 702	23 229	1 129 931	1 129 931	1 003 018
	8	2 652 550	2 676 581	129 457	2 806 038	2 806 038	2 618 786
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 254 933	2 273 991		2 273 991	2 855 543	2 630 950
Sécurité incendie	10	400 860	400 311		400 311	400 311	407 151
Sécurité civile	11						
Autres	12	13 980	10 806	17 227	28 033	28 033	28 186
	13	2 669 773	2 685 108	17 227	2 702 335	3 283 887	3 066 287
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	598 150	561 689	635 157	1 196 846	1 196 846	1 179 431
Enlèvement de la neige	15	379 845	345 523	897	346 420	346 420	363 230
Éclairage des rues	16	82 770	84 230	85 803	170 033	170 033	175 838
Circulation et stationnement	17	31 575	32 354	509	32 863	32 863	30 585
Transport collectif							
Transport en commun	18	634 006	524 015	1 337	525 352	1 586 586	1 391 381
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			8 822	8 822	8 822	6 377
	22	1 726 346	1 547 811	732 525	2 280 336	3 341 570	3 146 842

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	653 741	553 885		553 885	578 853
Réseau de distribution de l'eau potable	24	247 351	333 788	396 264	730 052	738 127
Traitement des eaux usées	25	510 100	528 170		650 658	580 844
Réseaux d'égout	26	176 166	157 203		157 203	148 523
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	531 506	548 699		548 699	560 653
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	146 750	162 257		162 257	131 510
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	47 570	37 040		37 040	38 390
Traitement	32	7 015	8 889		8 889	
Matériaux secs	33	100 000	80 105		80 105	108 567
Autres	34	2 025	1 123		1 123	
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38		1 298		1 298	1 298
Autres	39	118 050	108 071		108 071	111 085
	40	2 540 274	2 520 528	396 264	2 916 792	2 996 552
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	487 592	517 849	153 132	670 981	571 708
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	487 592	517 849	153 132	670 981	571 708

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 020 530	1 063 507		1 063 507	1 063 507	1 009 712
Patinoires intérieures et extérieures	54	84 491	72 905		72 905	72 905	80 842
Piscines, plages et ports de plaisance	55	125 829	156 413		156 413	156 413	124 266
Parcs et terrains de jeux	56	820 705	806 048	343 022	1 149 070	1 149 070	1 146 872
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	82 995	91 398		91 398	91 398	79 119
Autres	59						
	60	2 134 550	2 190 271	343 022	2 533 293	2 533 293	2 440 811
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	428 893	430 838		430 838	430 838	385 775
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	428 893	430 838		430 838	430 838	385 775
	67	2 563 443	2 621 109	343 022	2 964 131	2 964 131	2 826 586
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	584 223	578 472		578 472	620 040	632 580
Autres frais	70	66 900	66 899		66 899	67 587	3 739
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					54 500	67 125
Autres	72	12 000	10 306		10 306	11 729	33 563
	73	663 123	655 677		655 677	753 856	737 007
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	1 723 386	1 771 627	(1 771 627)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la VILLE DE LORRAINE (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA
Blainville

DATE 2016-05-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		13 397 406
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		13 397 406

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1		13 397 406
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		13 397 406
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	216 965	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	32 917	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		249 882
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		13 147 524

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 240 535 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 242 314 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 241 424 850</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>13 147 524</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 241 424 850</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 0 | 5 | 9 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	720 000	14 930	376 827
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	28 000		
Conduites d'égout	4	1 080 000	303 096	622 537
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		394 278	1 793 820
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		255 579	65 489
Autres infrastructures	11			43 709
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 065 200	1 467 766	84 334
Édifices communautaires et récréatifs	14	35 000		
Améliorations locatives	15			6 059
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		91 916	
Autres	17	16 000	21 862	22 765
Ameublement et équipement de bureau	18	16 000	47 870	42 302
Machinerie, outillage et équipement divers	19	355 000	35 461	24 112
Terrains	20		1 272 262	55 637
Autres	21		27 561	237 516
	22	5 315 200	3 910 719	3 375 107

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		14 930	376 827
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		303 096	622 537
Autres infrastructures	27		649 857	1 903 018
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		2 942 836	472 725
	34		3 910 719	3 375 107

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	25 671 555	852 776	2 105 627	24 418 704
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	25 671 555	852 776	2 105 627	24 418 704
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	717 444	127 674	171 093	674 025
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 397 937		265 180	2 132 757
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	18 984 439	725 102	1 302 514	18 407 027
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	22 099 820	852 776	1 738 787	21 213 809
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 571 735		366 840	3 204 895
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 571 735		366 840	3 204 895
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	3 571 735		366 840	3 204 895
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 571 735		366 840	3 204 895
	26	25 671 555	852 776	2 105 627	24 418 704
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	25 671 555	852 776	2 105 627	24 418 704

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	96 450	95 396	87 894
Sécurité publique				
Police	4	2 194 356	2 189 356	16 454
Sécurité incendie	5	400 000	400 000	407 151
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	630 891	497 913	119 428
Autres	10	3 415	3 438	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 110 100	1 083 625	579 049
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	80 000	80 105	108 567
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	4 515 212	4 349 833	1 318 543

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	13,71	33,75	1 118 794	248 701	1 367 495
Professionnels	2					
Cols blancs	3	21,39	33,75	900 568	192 734	1 093 302
Cols bleus	4	13,03	37,00	691 303	133 921	825 224
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	48,13		2 710 665	575 356	3 286 021
Élus	9	6,66		294 335	89 271	383 606
	10	54,79		3 005 000	664 627	3 669 627

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	304 228	565 000			869 228
	17	304 228	565 000			869 228

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	232 671	28		54	232 671	80		106		232 671	132
Autres	3	2 443 910	29	129 457	55	2 573 367	81	244	107		2 573 123	133 27 316
	4	2 676 581	30	129 457	56	2 806 038	82	244	108		2 805 794	134 27 316
Sécurité publique												
Police	5	2 273 991	31		57	2 273 991	83	45 680	109		2 228 311	135
Sécurité incendie	6	400 311	32		58	400 311	84		110		400 311	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111			137
Autres	8	10 806	34	17 227	60	28 033	86		112		28 033	138 333
	9	2 685 108	35	17 227	61	2 702 335	87	45 680	113		2 656 655	139 333
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	561 689	36	635 157	62	1 196 846	88		114		1 196 846	140 228 012
Enlèvement de la neige	11	345 523	37	897	63	346 420	89		115		346 420	141
Autres	12	116 584	38	86 312	64	202 896	90		116		202 896	142
Transport collectif	13	524 015	39	1 337	65	525 352	91		117		525 352	143
Autres	14		40	8 822	66	8 822	92		118		8 822	144
	15	1 547 811	41	732 525	67	2 280 336	93		119		2 280 336	145 228 012
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	553 885	42		68	553 885	94		120		553 885	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	333 788	43	396 264	69	730 052	95	15 488	121		714 564	147 222 097
Traitement des eaux usées	18	528 170	44		70	528 170	96	19 414	122		508 756	148
Réseaux d'égout	19	157 203	45		71	157 203	97		123		157 203	149
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	548 699	46		72	548 699	98		124		548 699	150
Matières recyclables	21	289 414	47		73	289 414	99		125		289 414	151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153
Protection de l'environnement	24	1 298	50		76	1 298	102		128		1 298	154
Autres	25	108 071	51		77	108 071	103		129		108 071	155
	26	2 520 528	52	396 264	78	2 916 792	104	34 902	130		2 881 890	156 222 097

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157		172	187	202		217				232	
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218				233	
Autres	159		174	189	204		219				234	
	160		175	190	205		220				235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	517 849	176	153 132	191	670 981	206	247	221	670 734	236	80 433
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163		178		193		208		223		238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	517 849	180	153 132	195	670 981	210	247	225	670 734	240	80 433
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	2 190 271	181	343 022	196	2 533 293	211	200 291	226	2 333 002	241	97 486
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	430 838	182		197	430 838	212		227	430 838	242	
Autres	168		183		198		213		228		243	
	169	2 621 109	184	343 022	199	2 964 131	214	200 291	229	2 763 840	244	97 486
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	12 568 986	186	1 771 627	201	14 340 613	216	281 364	231	14 059 249	246	655 677

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 905 865	3 217 421
Frais de financement	4	4 854	41 729
Autres	5		
	6	3 910 719	3 259 150

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 903 892	1 778 294
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 903 892	1 778 294
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	297 864	2 934 771
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(813 130)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	199 126	(2 809 173)
Réserves financières et fonds réservés	8	1 161	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(314 979)	125 598
Solde à la fin de l'exercice	12	1 588 913	1 903 892
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 933 405	206 291
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 933 405	206 291
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(84 629)	
Activités d'investissement	17	(1 128 753)	(82 059)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(199 126)	2 809 173
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 412 508)	2 727 114
Solde à la fin de l'exercice	22	1 520 897	2 933 405
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 532 087	1 107 953
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 532 087	1 107 953
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(55 846)	281 794
Activités d'investissement	27	(83 638)	(12 950)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(1 161)	
Financement des investissements en cours	29	300 154	155 290
	30	159 509	424 134
Solde à la fin de l'exercice	31	1 691 596	1 532 087

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (467 455)	(277 051)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (467 455)	(277 051)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (10 801)	(191 565)
	48 (10 801)	(191 565)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 2 281	1 161
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50 45 209	
	51 47 490	1 161
Solde à la fin de l'exercice	52 (430 766)	(467 455)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 1 181 105	(2 732 986)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 1 181 105	(2 732 986)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 (490 176)	4 069 381
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (300 154)	(155 290)
	60 (790 330)	3 914 091
Solde à la fin de l'exercice	61 390 775	1 181 105
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 19 643 948	21 851 343
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 19 643 948	21 851 343
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 3 047 395	(2 207 395)
Solde à la fin de l'exercice	68 22 691 343	19 643 948

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 66 194 2	3	4	237 513 5 (	66 194) 6	7	237 513
Montant réservé pour le service de la dette	8 717 444 9	10	11	127 674 12 (	171 093) 13	14	674 025
	15 783 638 16	17	18	365 187 19 (	237 287) 20	21	911 538

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 5 □ 1 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 4 □ 6 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 4 □ 1 □ 3 □ 4 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 □ 3 □ 5 □ 1 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 5 □ 1 □ 0 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 5 0 , 0 0 \$
Égout	2	2 1 5 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	2 2 5 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Forêt du Grand Coteau	29,0000	7	unitaire

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 33 boul. de Gaulle
(no) (rue)
Lorraine J6Z 3W9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 621-8550
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 621-4763
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.tremblay@ville.lorraine.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Manon Tremblay

Téléphone (450) 621-8550
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 621-4763
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.tremblay@ville.lorraine.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 905 boul. Michèle-Bohec, bureau 100
(no) (rue)
Blainville J7C 5J6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 971-1550
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 971-4646
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mtherrien@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Manon Tremblay , atteste que le rapport financier consolidé de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-03 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Lorraine .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lorraine consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lorraine détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 290 157 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0591 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-04 13:59:20

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Lorraine

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	17 361 604	14 750 651	15 157 067	4 399 396	16 573 401
Investissement	2	1 882 270		565 000	11 499	576 499
	3	19 243 874	14 750 651	15 722 067	4 410 895	17 149 900
Charges	4	14 451 243	15 026 487	14 996 290	4 846 515	16 859 743
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 792 631	(275 836)	725 777	(435 620)	290 157
Moins : revenus d'investissement	6	(1 882 270)	()	(565 000)	(11 499)	(576 499)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 910 361	(275 836)	160 777	(447 119)	(286 342)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 769 883	1 723 386	1 771 627	260 646	2 032 273
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	202 275		10 801		10 801
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 514 624)	(1 687 457)	(1 687 457)	(63 314)	(1 750 771)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(192 785)	(36 369)	(119 192)	(40 596)	(159 788)
Excédent (déficit) accumulé	12	(282 955)	276 276	138 194	397 403	535 597
Autres éléments de conciliation	13	42 616		23 114	1 142	24 256
	14	24 410	275 836	137 087	555 281	692 368
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 934 771		297 864	108 162	406 026

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	4 437 278	4 853 953	6 447 993
Autres	2	6 925 270	4 006 481	5 070 172
	3	11 362 548	8 860 434	14 414 421
Passifs				
Dette à long terme	4	23 447 659	22 515 952	24 217 965
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			297 000
Autres	6	2 162 605	1 922 759	2 610 071
	7	25 610 264	24 438 711	27 125 036
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(14 247 716)	(15 578 277)	(15 606 871)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	40 840 875	42 979 966	46 772 260
Autres	10	133 823	51 069	85 230
	11	40 974 698	43 031 035	46 857 490
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 903 892	1 588 913	2 084 600
Excédent de fonctionnement affecté	13	2 933 405	1 520 897	1 650 138
Réserves financières et fonds réservés	14	1 532 087	1 691 596	1 691 883
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	467 455 ) (	430 766 ) (	655 145) (
Financement des investissements en cours	16	1 181 105	390 775	407 113
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	19 643 948	22 691 343	26 072 030
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			704 204)
	19	26 726 982	27 452 758	1 136 467
				31 250 619
				30 995 983

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	20		
-	21		
-	22		
- Affectation budget et projets	23	1 520 897	2 933 405
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	1 520 897	2 933 405
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	129 241	148 917
	31	1 650 138	3 082 322
Réserves financières	32	287	224 800
Fonds réservés	33	1 691 596	1 532 377
	34	3 342 021	4 839 499

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	13 168 098	13 327 817	13 397 406	13 397 406
Compensations tenant lieu de taxes	2	154 045	127 000	130 520	130 520
Quotes-parts	3				
Transferts	4	246 816	224 499	304 228	754 781
Services rendus	5	254 677	268 860	281 364	774 356
Autres	6	3 537 968	802 475	1 043 549	1 516 338
	7	17 361 604	14 750 651	15 157 067	16 573 401
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				3 069
Transferts	10	1 767 739		565 000	573 430
Autres	11	114 531			
	12	1 882 270		565 000	576 499
	13	19 243 874	14 750 651	15 722 067	17 149 900

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	88 340	232 671		232 671	81 531
Autres	2	2 564 210	2 443 910	129 457	2 573 367	2 537 255
Sécurité publique						
Police	3	2 254 933	2 273 991		2 273 991	2 630 950
Sécurité incendie	4	400 860	400 311		400 311	407 151
Autres	5	13 980	10 806	17 227	28 033	28 186
Transport						
Réseau routier	6	1 092 340	1 023 796	722 366	1 746 162	1 749 084
Transport collectif	7	634 006	524 015	1 337	525 352	1 391 381
Autres	8			8 822	8 822	6 377
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 587 358	1 573 046	396 264	1 969 310	2 046 347
Matières résiduelles	10	834 866	838 113		838 113	839 120
Autres	11	118 050	109 369		109 369	111 085
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	487 592	517 849	153 132	670 981	571 708
Promotion et développement économique	14					
Autres	15					
Loisirs et culture	16	2 563 443	2 621 109	343 022	2 964 131	2 826 586
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	663 123	655 677		655 677	737 007
Amortissement des immobilisations	19	1 723 386	1 771 627	(1 771 627)		
	20	15 026 487	14 996 290		14 996 290	15 963 768

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3